
Une double réalité pour un même vécu

Malika El Korso

Le rôle joué par la femme algérienne durant la guerre de libération nationale a occulté par sa force et sa puissance sa participation multiforme dans les phases antérieures à 1954, au point d'en faire la grande absente d'un combat qui se serait déroulé sans elle, bien plus encore en dehors d'elle. L'article de M. El Korso se veut être une contribution de réponse sur la place et le rôle des Algériennes dans leur société, réponse qui, selon elle, ne procède ni de la complaisance, ni d'un quelconque parti pris.

L'histoire de la femme algérienne, l'histoire officielle et académique, est souvent tronquée. D'abord parce qu'il s'agit d'une histoire "masculine", et ensuite parce que, sauf exceptions, elle ne prend pas en compte la participation de la femme algérienne à la lutte de libération nationale. Et s'il arrive que la femme algérienne devienne objet d'histoire, elle ne l'est jamais en tant que telle, mais fait figure d'annexe à une autre histoire, celle menée par l'homme de 1954 à 1962. Ma réflexion part d'un constat: les événements d'octobre 1988 ont libéré des énergies multiples dont celle que représente la femme dans la société algérienne d'aujourd'hui. La démocratisation des institutions politiques et étatiques qui a suivi cette révolte a permis la libération de la parole: politique, syndicale, religieuse, sociale ou féminine.

Pour en avoir été privés pendant longtemps, l'homme algérien et peut-être surtout la femme algérienne, ont tenu à dire, de manière complémentaire et différente à la fois, leur farouche volonté d'exister.

Plus de soixante formations politiques officielles ont occupé les devants de la scène tandis que des associations féminines, de plus en plus

Printemps 1996

nombreuses, ont été tout aussi présentes sur les plans politique, social et culturel.

Quelle signification donner à cette prolifération d'associations féminines? A quoi cela correspondait-il? Qui les animait? Sur la base de quel programme? Quel type de militantes y trouvait-t-on? Regroupaient-elles des femmes "historiques"? S'il y eut continuité, où et comment la situer? S'il y eut rupture, avec quoi et comment?

A travers leurs associations, les femmes algériennes ont voulu dire trois choses:

1. Qu'elles existent à part entière et que de ce fait, elles refusent toute tutelle qui les marginaliserait pour en faire des mineures socialement, professionnellement et surtout politiquement.

2. Elles revendiquent un statut acquis de plein droit durant la guerre de libération nationale du champ duquel la plupart ont été éconduites et remplacées par des potiches politiques.

3. Elles clament, par-dessus tout, leur droit à une citoyenneté pleine et entière qu'elles veulent active, dynamique, faite de droits, mais aussi de devoirs, d'engagements, impliquant dévouement et sacrifice, pour une cause qui s'est jusqu'alors conjuguée au masculin.

C'est justement cette liaison-rupture entre l'avant et l'après 1962 qui pose problème, aussi bien pour ceux et celles qui travaillent sur ce thème que pour les femmes elles-mêmes. Nous avons coutume d'entendre et de dire que 1954 a vu l'émergence de la femme algérienne en tant qu'acteur historique. Cette affirmation juste, pour l'essentiel, appelle cependant quelques nuances. L'histoire du mouvement national, aussi bien celle du PCA, du PPA-MTLD que celle des Oulémas s'est faite en partie avec la femme algérienne. Le mouvement social n'a pas manqué lui non plus de ces figures qui ont façonné l'histoire nationale au féminin. C'est dans le prolongement d'une activité tantôt menée au grand jour, tantôt clandestinement sur des champs aussi bien sociaux, culturels que politiques, que la femme algérienne se convertira en militante active, l'arme à la main pour libérer son pays du joug du colonialisme français. Il y a là comme une idée malsaine qui se cache derrière les clichés déformants, où il est question d'irruption de la femme algérienne dans le combat libérateur. De tels clichés ne reconnaissent pas à la femme algérienne la place qui a été la sienne dans le mouvement national, tandis que se mettent en place des mécanismes ancestraux qu'on pensait à jamais révolus. Le simple fait que la femme algérienne lutte aujourd'hui pour son insertion au sein même de sa propre société est lourd de sens. En clair, cela veut dire que cette société lui paraît, d'une manière ou d'une autre, différente, et au fond très éloignée de ce qu'elle avait pu imaginer durant les années de braise (1954-1962). Le sentiment d'amertume que véhiculent, sans l'exorciser, les *moudjahidate*, est sans conteste celui de l'exclusion. La contribution de la femme algérienne au combat libérateur ne doit plus fonctionner comme un miroir aux alouettes, parce que précisément sur le plan socio-économique, des voix s'élèvent ici et là, de plus en plus nombreuses, pour dire qu'elle serait mieux chez elle. Reproduit en graphique, le combat mené par la femme algérienne nous donnerait une première courbe ascendante, presque verticale entre 1954

et 1962, suivie d'une courbe descendante marquant ainsi le recul qu'a enregistré la participation de la femme algérienne dans les domaines économique, social, culturel et politique de son pays.

Tout comme les partis politiques, les associations féminines sont l'expression d'une crise de société. Dans le premier cas, cette crise a pour nom "parti unique", dans le second cas, elle a pour nom "retour au bercaïl". Plus qu'une rupture, il s'agit là d'une fracture dans le temps chronologique. Fracture entre le temps des *moussebilates*, poseuses de bombes, de la "mère" des *moudjahidine* et celui des femmes icônes. N'étant plus indispensable ou plutôt n'étant plus utile, une fois l'indépendance acquise, loin de constituer un passage obligé comme en 1954, la *moudjahida* et la *moussebila* connaîtront le même sort que la mitrailleuse mise au placard pour être exhibée seulement lors des cérémonies officielles et des fêtes nationales.

La mise à l'écart des femmes a non seulement été pénible pour les plus conscientes et les plus politisées d'entre elles, mais plus encore dommageable pour la société dans son ensemble. Le résultat a été le code de la famille "inimaginable trente ans plus tôt", comme l'a dit une combattante d'hier et militante d'aujourd'hui.

Pourtant dans l'absolu et du point de vue du discours politique, la femme algérienne occupe une place d'honneur dans l'histoire officielle. Mais, à bien voir, il y a là comme une manipulation, ne serait-ce que parce que la femme algérienne dans la lutte de libération nationale est évoquée de manière épisodique, de façon symbolique et circonstancielle. De plus, devenue "objet", la femme est plus portée par le discours officiel et officieux que par les écrits historiques¹.

La femme, véritable ombre furtive, reste la grande oubliée de l'histoire nationale de l'Algérie, même si à travers des "femmes-phares", comme Djamilia Bouhired, Djamilia Boupacha et quelques autres, un espace symbolique lui a été aménagé non pour des raisons qui procèdent de la science historique, mais tout simplement pour des raisons de stratégie ou, pour être plus précis, de prestige international. A ce propos, Mohamed Harbi dit: "*Au fur et à mesure que la guerre durait, il se produisait une radicalisation forcée dans l'expression surtout, qui a, depuis, été assez bien cultivée par toutes les guérillas du monde. On laisse entendre qu'il existe une révolution profonde, que le symbole de cette révolution profonde c'est la femme, autrefois tenue en laisse et maintenant libérée par sa participation à la résistance.*"²

A l'occasion du 8 mars, du 1er novembre, du 5 juillet, quelques noms de femmes sont cités, quelques photos exhibées puis plus rien, après c'est le silence: "Quand il y a une date à célébrer, on sort les drapeaux, on nous sort nous aussi, et puis quand la date est passée, on nous remet dans les placards comme les drapeaux et les banderoles". Nous dira une militante, Zhor Zerrari³.

Les trente années d'après l'indépendance n'ont pas apporté un éclairage précis sur ce que fut le rôle de la femme dans la révolution algérienne. On ne connaît que peu de choses de la riche période de 1945 à 1954. Aucun mouvement de femmes n'est signalé dans les manuels

d'histoire de l'enseignement moyen ou secondaire, ni aucune de leurs manifestations durant la période coloniale. Et pourtant aussi loin que remonte la mémoire, les femmes se sont toujours battues. La lutte des femmes algériennes ne date pas d'aujourd'hui. Même si les formes changent, même si la participation est indirecte, la femme a toujours combattu.⁴ C'est pour cela qu'il serait intéressant d'explorer les profondeurs de l'histoire et faire entendre la voix du silence.

Quelques éléments d'approche de la lutte des femmes algériennes à la veille de 1954 ⁵

Absente des livres et des manuels scolaires, la femme algérienne ne l'est pas de l'histoire. En feuilletant la presse de la période coloniale, on découvre quelques informations, le plus souvent corroborées par des témoignages, qui nous montrent que la femme algérienne a lutté d'une manière ou d'une autre, individuellement ou collectivement dans une organisation.

Dès 1836, lors de la première bataille de Constantine, les femmes étaient sorties encourager les résistants. Le 1er mai 1919, fête du travail, les vous-vous des femmes ont retenti longuement. En 1933, à Sidi Bel Abbès (Oranie), ce sont les femmes qui encouragent les grévistes terrassiers lorsqu'ils flanchent. *L'Humanité* du 30 juin 1933 écrit: "3000 travailleurs manifestent à Sidi Bel Abbès... violentes bagarres avec la police... de nombreuses femmes d'ouvriers étaient présentes et ont réagi énergiquement contre les coups de la police."

Elles font de même à Aïn Témouchent (Oranie). *L'Humanité* du 2 juillet 1933 rapporte que "les femmes revendiquèrent d'être en tête dans la manifestation pour démontrer leur solidarité et leur volonté de lutte." Lors des manifestations de 1934, le Bulletin du Comité de l'Afrique française publie la photo des femmes musulmanes derrière le drapeau rouge. Même non accompagnée d'un texte, cette photo en dit long sur le rôle et la place de la femme "indigène" comme on disait péjorativement à l'époque.

Le 8 mai 1945 cimentera le nationalisme algérien; les massacres de Sétif, de Guelma et d'ailleurs eurent un impact profond sur toute la population. Les femmes commencèrent à s'organiser, soit dans des cercles féminins soit dans un cadre associatif. Les aurésiennes, elles, prennent leur partie en se rangeant derrière les bandits d'honneur⁶. A Oran, Alger et dans d'autres villes, des comités d'amnistie où l'on compte de très nombreuses femmes voient le jour et arrachent, comme ce fut le cas à Oran, plusieurs condamnés à mort des mains des bourreaux. Sur le plan pédagogique, deux associations de femmes, au moins, font leur apparition entre 1945 et 1947: l'Union des femmes d'Algérie et l'Association des femmes musulmanes algériennes. La première, d'obédience communiste, fut fondée en 1945, après les massacres du Constantinois. Elle était présidée par Mme Garauby (épouse du recteur de l'Université d'Alger). A

Alger, la première secrétaire était Baya Allaouchiche; à Oran, Abassia Fodil⁷.

Les activités de l'Union des Femmes d'Algérie étaient à mi-chemin entre l'action politique et sociale: création de comités d'amnistie pour les détenus arrêtés après mai 1945; solidarité envers les familles des détenus; comités contre la vie chère et le marché parallèle. Abassia Fodil, qui présidait ce comité, sera la cheville ouvrière de l'Union à Oran. C'est elle qui organise de nombreuses manifestations à Oran contre la guerre du Viet-Nam, soutient la grève des dockers d'Oran et celle des ouvriers agricoles à Tlemcen... Grande figure de l'Union des femmes, Abassia Fodil se déplaçait à travers toute l'Oranie, parlait aux femmes, les réunissait, les sensibilisait et cela avait d'autant plus d'impact que les massacres du 8 mai 1945 avaient laissé des traces très vives dans la conscience de tout Algérien. Le dernier meeting de l'Union des femmes d'Algérie en 1954 à la salle Marignan à Oran avait fait salle comble selon les dires d'une ancienne militante, Gaby Gimenes. Deux mille femmes seraient venues écouter Abassia Fodil et apporter leur solidarité aux Tunisiens et Marocains en lutte contre le colonialisme. Au-delà de ce bel hommage, il y a lieu de souligner le sens de l'engagement et l'esprit de combativité qui ont animé Abassia Fodil. Elle fut assassinée, ainsi que son mari, le 26 décembre 1961 par l'OAS.

La période qui se situe entre 1945 et 1954 est marquée par le passage du stade du militantisme à celui de l'engagement idéologique de la femme algérienne dont le profil a entre temps changé. L'émergence de jeunes étudiantes dans le mouvement national est en soi un changement qualitatif dans la mobilisation et l'engagement d'une élite féminine, appelée à jouer (mais le pourra-t-elle vraiment?) un rôle de plus en plus grand dans le processus enclenché par l'après-1945. Le mouvement indépendantiste, plus précisément le PPA, voit l'adhésion d'un certain nombre d'étudiantes. Pour n'en citer que quelques unes: Mamia Chentouf, Kheira Bouayed, Mimi Lahouel, etc.⁸

Parallèlement à cette élite féminine estudiantine, se mettent en place, dès 1946, des cellules PPA féminines. Parmi les premières militantes de cette époque, Néfissa Hafiz, dont le domicile à Alger servait de lieu de réunion; Néfissa Hamoud (épouse Lalliam), etc. Ces cellules avaient pour mission de répandre l'idée d'indépendance de l'Algérie. La création du MTLD hissera ces cellules au rang d'association: l'Association des Femmes Musulmanes Algériennes (AFMA, juillet 1947). L'AFMA sera présidée par Mamia Chentouf, le secrétariat assuré par Néfissa Hamoud. Officiellement, le but de l'AFMA "*était purement social, mais son programme d'action avait pour objectif de faire prendre conscience aux femmes de leur importance dans la société et de les amener à participer à la lutte politique que menait le peuple contre le joug colonial*"⁹. La presse du parti¹⁰, en l'occurrence *L'Algérie Libre*, se fait l'écho des luttes entreprises par les femmes algériennes; elle relate notamment l'arrestation de sept militantes PPA-MTLD à Nédroma. Les instances du MTLD ainsi que l'AFMA se mobilisent pour exiger leur libération. Manifestations, pétitions, galas se succèdent, entraînant, dans leur sillage, une mobilisation

chaque fois plus grande. Le combat que sont appelées à mener les Algériennes dans l'immédiat est synonyme d'émancipation: "*L'émancipation de la femme est une obligation religieuse et une nécessité sociale*", lancera Mamia Chentouf du haut de la tribune de l'opéra d'Alger lors du gala du 5 février 1954. Mais comme cette émancipation est d'abord un acte collectif, la parole sera donnée au cours de ce même gala à Néfissa Hamoud pour brosser un tableau succinct des activités déployées à l'occasion des fêtes, secours aux mères en difficulté, protection de l'enfance malheureuse, etc.

Quant à l'Association des Oulémas musulmans d'Algérie (1931), elle avait fait de l'éducation de la femme son cheval de bataille. Des *médersas* furent ouvertes pour les élèves filles et garçons, des centres professionnels pour jeunes filles commencèrent à se mettre en place dans les années 50 à Tlemcen. Les mosquées islamistes ouvrirent leurs portes chaque semaine aux femmes. A Tlemcen par exemple, l'Association des oulémas musulmans algériens et le PPA-MTLD organisèrent ensemble des séances de cinéma réservées aux femmes. Les *islahistes* (réformateurs) n'avaient pas seulement mobilisé le milieu masculin, mais également le milieu féminin. Les femmes étaient chargées principalement de transmettre la parole *islahiste* auprès de leurs concitoyennes et d'assurer la collecte des fonds pour la constitution des *médersas* et mosquées. Notons à l'actif de la femme *islahiste* que nombreuses étaient celles qui avaient fait don de leurs précieux biens: leurs bijoux.

Comparée aux autres modes d'organisation (politique, syndical, etc.) du mouvement national, la question de la femme n'occupe pas, pour des raisons objectives, une place centrale dans la revendication politique. La conjoncture n'était pas à la question féminine. Celle-ci n'intervenait que secondairement dans une hiérarchisation des problèmes au sein desquels la question de l'indépendance occupait une position centrale. Tous les témoignages recueillis confirment ce point de vue: "*D'abord l'indépendance, après on verra!*"

Il est important de souligner le rôle et la place de ces associations féminines qui se sont adressées à une frange de la population algérienne plus dépolitisée et plus opprimée que l'homme algérien. Compte tenu de l'obscurantisme dans lequel vivait la société algérienne colonisée, il est certain que le travail accompli par le mouvement associatif féminin et par les partis politiques (PPA-MTLD, PCA, Oulémas, UDMA) fut déterminant dans la sensibilisation et l'éducation politique de la femme et dans le rôle qu'elle va assumer, d'une manière ou d'une autre, à côté de son mari, de son père, de son fils ou de son voisin, au combat libérateur.

Des *moudjahidate* réduites au silence

La période 1945-1954 a donc ainsi préparé le terrain à une prise de conscience et à un engagement politique beaucoup plus grand et plus effectif que dans la période précédente. Même en l'absence de statistiques et à partir du seul constat sociologique, nous pouvons dire que les

femmes qui militeront au sein des structures du FLN et de l'ALN étaient bien plus nombreuses que celles qui avaient milité au sein des organisations nationalistes. Le problème qui se pose reste celui du niveau de leur participation, de la place qui leur a été accordée à l'intérieur du maquis. Comme le note Mohamed Harbi, *"la femme a participé à la guerre mais en tant qu'élément subordonné, pas simplement au niveau politique. Elle assurait la logistique. Elle pouvait poser des bombes, s'occuper de la cuisine dans les maquis, acheminer des vivres, mais on ne trouve pas de femmes dans les directions des organisations... Elles avaient des tâches d'exécution, elles n'étaient pas associées aux décisions."*¹¹

Les femmes s'occupaient du ravitaillement et du refuge dans le "merkez", elles étaient agents de liaisons, guides, collectionneurs de médicaments, de fonds. Au maquis, elles étaient infirmières ou secrétaires, en ville poseuses de bombes... Elles avaient pour nom Djamila Bouhired, Djamila Boupacha, Zhor Zerrari, Baya Hocine, Zohra Driff, Hassiba Benbouali, Fadéla Mesli, Meriem Ben Mihoud, Malika Gaïd, Ourida Meddad... Mais aussi ces milliers d'Algériennes anonymes: les pétrisseuses de pain, les couturières de tenues militaires et de drapeaux, à qui la plate-forme de la Soumam rend un vibrant hommage (août 1956): *"Nous saluons avec émotion, avec admiration, l'exaltant courage révolutionnaire des jeunes filles et des jeunes femmes, des épouses et des mères, de toutes nos sœurs moudjahidate qui participent activement et parfois les armes à la main, à la lutte sacrée pour la libération de leur pays."*

Une militante, *moudjahida*, me parlait de son vécu avec une rage au cœur, qu'elle traîne avec elle jusqu'à présent: *"J'aurais voulu naître homme!"* me disait-elle. Elle était infirmière au maquis. L'inégalité dans la répartition des tâches, dans les responsabilités entre hommes et femmes, lui posait problème. Cette *moudjahida* était douée d'une capacité de travail, d'une endurance et d'un courage tels qu'il lui était arrivé d'aller récupérer sur le champ de bataille les corps de ses propres compagnons d'armes, morts sous le feu de l'ennemi. Cette *moudjahida* est le contre-exemple de la femme reléguée dans des tâches "spécifiques" et dans les représentations que se fait l'homme de la femme, y compris et peut-être surtout au maquis, parmi les *moudjahidine* et *moudjahidate*.¹²

Leur mobilisation dans la lutte a été sans aucun doute un élément déterminant dans la victoire. Le réseau bombe n'aurait jamais fonctionné sans la participation des femmes; ravitaillements et vivres auraient été difficilement acheminés sans l'aide et l'appui des femmes des djebels et des douars.

Indispensable mais marginalisée, la femme le sera sur le terrain même des luttes. Cet état de fait trouvera son prolongement naturel au lendemain de l'indépendance: la marginalisation devient anonymat et se traduira par l'exclusion de la femme de la scène politique, sauf pour celles qui ont accepté le rôle de figurantes, rôle dénoncé par les plus politisées et les plus engagées.

D'un point de vue théorique, tout le monde s'accorde à dire que la

femme algérienne s'est libérée grâce à sa participation à la guerre de libération nationale, elle a conquis son droit de cité. Ce droit ne lui a été ni donné ni octroyé, elle l'a arraché. Le 22 juillet 1958, *El Moudjahid* écrivait: "*Les femmes algériennes n'ont pas besoin d'une "émancipation", elles ont accédé à leur pleine dignité de citoyenne algérienne (c'est nous qui soulignons), depuis le 1er novembre 1954. Quatre années de révolution algérienne ont bouleversé la condition de la femme algérienne.*"

Mais ces droits qu'offre la citoyenneté, ces droits durement conquis, restèrent formels. Elles croyaient à l'égalité et au changement qui se feraient avec elles, mais elles se sont trouvées au lendemain de l'indépendance, marginalisées, mises entre parenthèses, exclues du projet de société pour lequel elles avaient combattu.

Le programme de Tripoli (1962), la charte d'Alger (1964), les chartes nationales (1976 et 1980), les textes fondamentaux, les résolutions des différents congrès du FLN et autres, reconnaissent l'égalité de tous les citoyens et citoyennes devant la loi. Mais le décalage entre le texte écrit et les comportements quotidiens sont tels que tout se passe comme si aucune référence idéologique ou législative n'existait.

Aujourd'hui et au nom de cette légitimité historique acquise de haute lutte, les femmes s'unissent pour dire leur existence, dénoncer leur oppression sociale, économique, politique et idéologique. Elles livrent un dur combat pour dénoncer les agressions physiques et morales ainsi que la conspiration du silence dont elles sont l'objet de la part de l'Etat et des médias.

En conclusion, je dirai que si la femme est marginalisée aujourd'hui, c'est parce qu'elle l'a été hier. Si elle n'a pas émergé durant la guerre de libération nationale en tant que combattante à part entière, c'est parce qu'elle n'a pas pu le faire avant, en sa qualité de militante. Les causes sont multiples et profondes; chacun a sa part de responsabilité: la société politique, la société civile, l'homme, la femme, les traditions... A ce propos, Mohamed Harbi écrit de manière très pertinente et à l'appui d'un exemple historique qui perdure: "*L'AFMA s'est trouvée plutôt en butte au conservatisme social des dirigeants du MTLD. Un exemple: en 1951, le comité directeur a contraint Messali, qui avait offert un pantalon à sa fille, à intervenir pour l'empêcher de le porter. A force de concessions (aux mentalités rétrogrades), l'AFMA a été maintenue dans un cocon.*"¹³

La part des instances politiques est très grande, comme il vient d'être mentionné. Un autre exemple, plus proche de nous chronologiquement, témoigne de la rage qu'éprouvaient et qu'éprouvent encore ces milliers de *moudjahidate* réduites au silence, à "l'oisiveté militante", puisqu'incapables d'intervenir dans des affaires qui sont considérées comme du seul ressort des hommes: "*Vous avez des comptes à rendre à l'histoire. Vous êtes nos premiers responsables, dit une moudjahida d'Oran à Chérif Messaadia, à l'époque numéro deux du pays. Vous nous avez réduites au silence, mais nous ne sommes pas mises à l'écart, bien au contraire, dans l'ombre nous continuons à militer en éduquant nos enfants et les enfants de quartier.*"¹⁴

Etre ou ne pas être, modèle d'hier/modèle d'aujourd'hui, lutter ou ne pas lutter, au grand jour ou à l'ombre, dans quelles perspectives? Autant

de questions auxquelles l'Algérienne est appelée à répondre de manière urgente.

Malika El Korso est chargée de cours à l'Institut d'histoire de l'Université d'Oran.

¹ Oubliée puis chuchotée, la participation de la femme algérienne à la guerre de libération nationale est en train d'occuper un espace de plus en plus grand dans l'historiographie de la guerre d'Algérie. Aux écrits de Anissa Barakat, Caroline Brac de la Perrière, Fatéma-Zohra Saï, Naziha Hamouda, Naïma Kitouni, Jacqueline Guerroudj, etc... et en plus d'autres écrits publiés dans la presse sous forme de témoignages de nombreuses *moudjahidate*, est venu s'ajouter une remarquable thèse de doctorat d'Etat de Djamilia Amrane-Minne, soutenue en 1988 à l'Université de Reims.

² Mohamed Harbi dans un entretien avec Christine Dufrancatel, in "Les révoltes logiques", *Cahiers du Centre de recherches sur les idéologies de la révolution*, N° 11.

³ Témoignage de Zhor Zerrari, Actes de la table ronde sur "La participation de la femme algérienne dans la lutte de libération nationale" in *Cahiers Maghrébins*, Université d'Oran, juin 1988.

⁴ Nadia Aïnad-Tabet: "Participation des Algériennes à la vie du pays", in *Femmes et politiques autour de la Méditerranée*, sous la direction de Christiane Souriau. Ed. L'Harmattan, Paris 1980.

⁵ Fatima-Zohra Saï: "Question féminine et mouvement national à la veille de 1954", *Cahiers du CRIDISSCH*, Oran 1984.

⁶ Néziha Hamouda.

⁷ Entretien avec Gaby Gimenes, juin 1988 et février 1980 à Oran.

⁸ Mamia Chentouf: "Entretien avec Djamel Amrani", in *Parcours Maghrébin*, juin/juillet 1987.

⁹ *L'Algérie Libre*, 5 février 1954, N°97. Archives d'Oran. Cote CP 309, collection incomplète.

Printemps 1996

¹⁰ *L'Algérie Libre*, idem.

¹¹ Mohamed Harbi, op. cit.

¹² Entretiens avec Mimouna Bouazziz, Zohra Guerrab, Nadra Kettaf, Zohra Benyahia, Djamila Talbi, à Oran.

¹³ Mohamed Harbi, *Les archives de la révolution algérienne*, Ed. Jeune Afrique, Paris 1981, p. 94, note N°4.

¹⁴ Témoignage de Zohra Guerrab, Oran.